

*“Avec la fusion des réseaux,
le PS veut la peau
de l’enseignement libre.”*

Benoît Lutgen
Président du CDH

■ Benoît Lutgen reçoit positivement les propositions d’Olivier Maingain et souhaite en discuter.

■ Le président du CDH accuse le PS de devenir communiste.

■ Le nouvel axe MR-CDH suscite des craintes d’ordre communautaire chez Défi qui explique en partie son refus d’exclure le PS.

Lutgen à Maingain : “Parlons du fond”

Entretien Mathieu Colley

Benoît Lutgen n’a nullement l’intention d’ouvrir la porte à une “union” des francophones incluant le PS à la Fédération Wallonie-Bruxelles, comme l’y invite le président de Défi, Olivier Maingain. Au contraire, le patron des humanistes veut toujours croire à une alternative à toute majorité associant le PS. Un PS qu’il n’hésite plus à qualifier de “communiste” depuis la sortie du livre d’Elio Di Rupo. A quelques jours de la rentrée scolaire, le Bastognard veut placer le curseur sur le fond des dossiers et invite Maingain à s’asseoir à la table du dialogue, notamment pour discuter de certaines des 80 propositions formulées par Défi.

A la veille de la rentrée, il n’y a donc toujours pas de solution politique à la Fédération Wallonie-Bruxelles ?

Même John Crombez (président du SP.A, Ndlr) trouve que le PS est devenu communiste, c’est dire si pour nous il est devenu imbuvable de poursuivre. Singulièrement en Communauté française. Le PS veut la guerre scolaire puisqu’il vient avec la fusion des réseaux. C’est impayable et cela revient à tout centraliser et finalement avoir une mainmise du PS sur l’enseignement. En faisant, au passage, la peau de l’enseignement libre. Tout le monde s’accorde pourtant à dire qu’il faut donner plus d’autonomie aux directions d’écoles, aux enseignants, aux acteurs de l’enseignement. C’est ce que vise le Pacte d’excellence et c’est ce que nous voulons.

Certes mais Olivier Maingain persiste sur l’idée d’un gouvernement à quatre : PS, MR, CDH Défi...

L’union sacrée des francophones ? Ecolo a donné un double signal. En juillet, ils disaient que mettre le PS dehors était une question de salubrité publique, à présent ils veulent suivre les événements comme

spectateurs et non comme acteurs. Donc l’union des francophones n’existe déjà plus. Nous souhaitons apporter une alternative forte en Fédération et à Bruxelles, comme nous l’avons fait en Wallonie. Au niveau wallon, je rappelle que nous avons décidé de supprimer 200 mandats, de rendre plus efficaces les outils économiques, de lancer un service minimum aux Tec, une assurance autonomie à l’horizon 2020 pour permettre aux personnes âgées de rester chez elles autant qu’elles le veulent plutôt que d’aller en maison de repos. Nous allons diminuer les droits d’enregistrement pour favoriser l’accès à la propriété, élaborer un statut pour les accueillantes d’enfants et rendre les subsides aux associations plus justes et plus transparents. Tout cela était impossible avec le PS.

Défi a formulé un catalogue de 80 propositions pour la Fédération Wallonie-Bruxelles. Une base pour discuter ?

Il y a des éléments intéressants dont certains peuvent permettre de débloquer des situations. Je pense au décret inscriptions (dont Défi propose l’abrogation, Ndlr). Nous avons toujours été très ouverts sur la question mais, jusqu’à très récemment, le PS ne voulait pas en entendre parler. Ce que nous ajoutons, c’est qu’il faut des moyens supplémentaires pour créer davantage de places là où le besoin se fait sentir. C’est-à-dire dans les écoles les plus demandées. Il faut respecter le choix des familles. Séparer le pouvoir organisateur et régulateur de la Communauté française en matière d’enseignement est nécessaire, selon nous. La Communauté ne peut pas rester contrôleur et contrôlé. Je dis donc à Olivier Maingain, voyons-nous sur le fond, on va étudier ces propositions. Le CDH en formulera également. Je souhaite qu’il y ait des rencontres pour parler des propositions de manière pointue. Allons au fond des choses.

*“La rentrée scolaire
est assurée.
Toute une série
de décisions ont été
prises par le Parlement
en juillet :
aide administrative
aux directeurs, aides
en maternelle.
La Fédération assure
l’essentiel.
En tout cas
pour apporter
des solutions concrètes
dans les écoles.”*

Benoît Lutgen
Président du CDH

Défi tient à garantir la représentation des deux régions dans la Fédération, via cette union francophone.

La Communauté française a son identité propre, il y a des enjeux cruciaux qui demandent une alternative politique. Dans l'intérêt de la Fédération, il faut avancer sur des propositions avec Défi, mais également le MR.

Et si cela ne fonctionne pas ? Votre chef de groupe à Bruxelles, Benoît Cerexhe évoque l'opposition. L'inquiétude semble gagner les rangs du CDH de Bruxelles.

La ligne du parti a été fixée collectivement : apporter une alternative au PS. Notre détermination est absolue. On n'a pas fait un choix de confort. On aurait pu continuer vaillamment que vaillamment, moi, ce qui me guide, ce sont les réformes de fond.

En cas d'échec, ferez-vous démissionner vos ministres qui gouvernent toujours avec le PS ?

Je n'en suis pas là. Ce qu'on a réussi en Wallonie, on doit pouvoir le réussir ailleurs.

N'aurait-il pas été préférable que l'électeur se prononce ?

Le législateur a décidé de donner la possibilité de changer de majorité lorsque la confiance n'était plus au rendez-vous. C'est la motion de méfiance constructive. Pour la première fois nous l'utilisons au niveau de la Région et de la Communauté. C'est particulier d'entendre les partis qui l'ont votée dire que c'est un scandale de l'utiliser. Le PS l'a votée. A Mons, il l'a trouvée formidable.

A quelques jours de la rentrée, la Fédération est paralysée.

La rentrée scolaire est assurée. Toute une série de décisions ont été prises par le Parlement en juillet : aide administrative aux directeurs, aides en maternelle. La Fédération assure l'essentiel. En tout cas pour apporter des solutions concrètes dans les écoles.

Les réticences multiples de Défi

Eclairage Mathieu Colleyn

Il va donc falloir patienter un peu avant d'y voir clair en Fédération Wallonie-Bruxelles et en Région bruxelloise. D'un côté, CDH et MR (surtout le CDH) sont partants pour exclure le PS des deux majorités gouvernementales concernées. De l'autre, Défi, parti moyen à Bruxelles, petit à la Fédération, est indispensable à toute alternative mais rechigne à s'engager dans le changement voulu. Si Défi est dans l'opposition à la Fédération, face à la majorité PS-CDH en délicatescence, il est au pouvoir à Bruxelles avec ces deux partenaires.

Un axe MR-CDH pour le fédéral ?

Les réticences sont nombreuses chez Défi. Le parti d'Olivier Maingain tient au programme entamé à Bruxelles et, d'ici 2019, il reste trop peu de temps pour changer les programmes, répète-t-on. Certains lui prêtent des préaccords avec le PS pour les prochains rendez-vous électoraux. Possible, mais d'autres explications peuvent éclairer l'attitude de Défi. L'appel du 19 juin de Benoît Lutgen a indéniablement fait bouger les lignes. Il a rompu l'isolement politique du MR qui forme désormais un axe fort avec le CDH. C'est une nouvelle donne dans la perspective des élections fédérales de 2019. L'objectif du MR sera probablement de former un gouvernement Michel 2. La N-VA se maintient à des niveaux plus que corrects dans les sondages, ce qui laisse présager une nouvelle cure d'opposition pour le PS. A moins, comme l'a dit Bart De Wever, de se lancer dans une 7^e réforme de l'Etat nécessitant une

large majorité. En résumé, le MR ne peut que se réjouir d'attirer à lui un nouveau partenaire francophone pour un mariage applicable à tous les niveaux de pouvoir.

Chez Défi, la N-VA et le gouvernement Michel, sont accusés de dépiapter l'Etat belge aux dépens des francophones. Et ce n'est pas demain qu'on fera œuvrer les amarantes en faveur d'un gouvernement dominé par les nationalistes. Et que se passerait-il si comme dans le dossier du survol de Bruxelles, une procédure en conflit d'intérêts s'avérait nécessaire pour protéger les francophones du fédéral ? Quelle attitude aurait le MR comme premier parti d'une nouvelle coalition à la Communauté française ? Défi, en Communauté, c'est peanuts : trois députés sur 94. Ces questions ont été posées à Benoît Lutgen sans qu'il y réponde de manière satisfaisante aux yeux d'Olivier Maingain. Raison pour laquelle il continue de prôner une alliance large face au fédéral : quatre partis de majorité et Ecolo amené à soutenir certains textes depuis l'opposition.

Pour réussir son coup, le CDH entend pousser Maingain dans les cordes. "Il va falloir qu'il explique qu'il choisit le PS", répète un ponton humaniste impatient de voir le positionnement de Défi se faire sentir dans les sondages. Le PS est pestiféré et les électeurs Défi pourraient exiger de s'en distancer. Dans le même temps, quel intérêt politique Défi trouverait à relancer le MR à Bruxelles et à la Communauté ? Les libéraux également pourraient profiter de la noyade d'un CDH maintenu dans des exécutifs présidés par le PS. "Que souhaite M. Lutgen, rester dans un tête-à-tête avec le PS ou rassembler ?", lançait Olivier Maingain dimanche au micro de la RTBF.